

Projet de Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue

[Avis](#)

[Projet de Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue](#)
(Consultation de 90 jours)

[Projet de Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue](#)
(Consultation de 90 jours)

[Projet de Règlements concordants au Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue](#)

[Projet de Règlement modifiant le Règlement 52-108 sur la surveillance des vérificateurs](#)
(Consultation de 90 jours)

[Projet de Règlement modifiant le Règlement 52-107 sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables](#)
(Consultation de 30 jours)

[Projet de Règlement modifiant le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs](#)
(Consultation de 30 jours)

[Projet de Règlement modifiant le Règlement 71-102 sur les dispenses en matière d'information continue et autres dispenses en faveur des émetteurs étrangers](#)
(Consultation de 30 jours)

[Notice](#)

[Draft Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations](#)
(Consultation de 90 jours)

[Draft Amendments to Policy Statement to Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities](#)
(Consultation de 90 jours)

[Draft Concordant Regulations to the Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations](#)

[Draft Regulation to amend Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight](#)
(Request for comments : 90 days)

[Draft Regulation to amend Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles, Auditing Standards and Reporting Currency](#)
(Request for comments : 30 days)

[Draft Regulation to amend Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings](#)
(Request for comments : 30 days)

[Draft Regulation to amend Regulation 71-102 respecting Continuous Disclosure and Other Exemptions Relating to Foreign Issuers](#)
(Request for comments : 30 days)

Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1° et 8° et a. 331.2; 2006, c. 50)

Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, telle que modifiée par la *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives*, L.Q. 2006, c. 50, le règlement suivant dont les textes sont publiés ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Projet de Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue.*

Vous trouverez également ci-dessous, le projet de modification de l'Instruction générale relative au *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue.*

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 90 jours de la présente publication, à savoir le **11 janvier 2008**, en s'adressant à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire
Autorité des marchés financiers
Tour de la Bourse
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : (514) 864-6381
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Rosetta Gagliardi
Conseillère en réglementation
Autorité des marchés financiers
(514) 395-0337, poste 4462
rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca

Le 12 octobre 2007

Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 19.1° et a. 331.2; 2006, c. 50)

Règlement concordant au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, telle que modifiée par la *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives*, L.Q. 2006, c. 50, le règlement suivant dont les textes sont publiés ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- Projet de Règlement modifiant le *Règlement 52-108 sur la surveillance des vérificateurs*.

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 90 jours de la présente publication, à savoir le **11 janvier 2008**, en s'adressant à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire
Autorité des marchés financiers
Tour de la Bourse
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : (514) 864-6381
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Rosetta Gagliardi
Conseillère en réglementation
Autorité des marchés financiers
(514) 395-0337, poste 4462
rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca

Le 12 octobre 2007

Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 34° et a. 331.2; 2006, c. 50)

Règlements concordants au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, telle que modifiée par la *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives*, L.Q. 2006, c. 50, les règlements suivants dont les textes sont publiés ci-dessous, pourront être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Projet de Règlement modifiant le Règlement 52-107 sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables*
- *Projet de Règlement modifiant le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*
- *Projet de Règlement modifiant le Règlement 71-102 sur les dispenses en matière d'information continue et autres dispenses en faveur des émetteurs étrangers*

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 30 jours de la présente publication, à savoir le **12 novembre 2007**, en s'adressant à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire
Autorité des marchés financiers
Tour de la Bourse
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : (514) 864-6381
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Rosetta Gagliardi
Conseillère en réglementation
Autorité des marchés financiers
(514) 395-0337, poste 4462
rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca

Le 12 octobre 2007

Avis de publication

Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, dont l'Annexe 51-102A2, Notice annuelle, et l'Annexe 51-102A5, Circulaire de sollicitation de procurations

et

modification de l'Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue

Règlement modifiant le Règlement 52-110 sur le comité de vérification

Règlement modifiant le Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance

Règlement modifiant le Règlement Q-28 sur les exigences générales relatives aux prospectus

Avis de consultation

Projet de Règlement modifiant le Règlement 52-107 sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables

Projet de Règlement modifiant le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs

Projet de Règlement modifiant le Règlement 71-102 sur les dispenses en matière d'information continue et autres dispenses en faveur des émetteurs étrangers

Projet de Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue et de modification de l'Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue

Projet de Règlement modifiant le Règlement 52-108 sur la surveillance des vérificateurs

Le présent avis comporte deux parties. La partie A porte sur des modifications apportées au Règlement 52-102 sur les obligations d'information continue (le « Règlement 51-102 ») et à d'autres règlements.

La partie B présente de nouvelles propositions de modification du Règlement 51-102 et d'autres règlements.

Partie A : Mise en œuvre

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») mettent en œuvre les modifications aux textes suivants :

- le Règlement 51-102;
- son Annexe 51-102A2, *Notice annuelle*, et son Annexe 51-102A5, *Circulaire de sollicitation de procurations* (les « annexes »);
- l'Instruction générale relative au Règlement 51-102 (l'« Instruction générale 51-102 »).

Nous publions également des modifications corrélatives et connexes des règlements suivants :

- le *Règlement 52-110 sur le comité de vérification* (le « Règlement 52-110 »);
- le *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance* (le « Règlement 58-101 »).

Les modifications ont été ou doivent être mises en œuvre par tous les membres des ACVM.

En Ontario, les modifications au Règlement 51-102 et aux annexes (ensemble, les « règlements ontariens »), les modifications corrélatives et connexes ainsi que les modifications locales ont été mises en œuvre. Les modifications aux règlements ontariens, les modifications corrélatives et connexes, les modifications locales et les autres documents pertinents ont été remis le 12 octobre 2007 au ministre des Services gouvernementaux. Si le ministre ne les approuve ni ne les rejette et qu'il ne les renvoie pas pour réexamen, ils entreront en vigueur le 31 décembre 2007.

Au Québec, les règlements de modification susmentionnés sont pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et doivent être approuvés, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Ils entreront en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'ils indiquent. Ils doivent être aussi publiés au Bulletin.

En Alberta, les modifications corrélatives du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* (le « Règlement 52-109 »), du Règlement 52-110 et du Règlement 58-101 doivent être approuvées par le ministre. Sous réserve de l'approbation ministérielle, elles entreront en vigueur le 31 décembre 2007. L'Alberta Securities Commission publiera un avis distinct annonçant l'approbation ou le rejet des modifications par le ministre.

Sous réserve de l'approbation des ministres compétents, les modifications entreront en vigueur le 31 décembre 2007. Les modifications à l'Instruction générale 51-102 prendront effet à la date d'entrée en vigueur des modifications aux règlements.

Objet

Les modifications que nous mettons en œuvre visent à :

- décharger les émetteurs, dans certains cas, de l'obligation de déclarer les interdictions d'opérations et ordonnances semblables prononcées contre les sociétés avec lesquelles les administrateurs, membres de la haute direction et actionnaires importants de ces émetteurs ont été liés;
- mettre à jour certaines dispositions, dont les suivantes :
 - remplacer, dans la définition d'« émetteur émergent », le nom de OFEX par « marchés PLUS »;
 - remplacer, dans la définition d'« agence de notation agréée », le nom de Dominion Bond Rating Service Limited par « DBRS Limited »;
 - supprimer la définition de « fonds d'investissement » et de « fonds d'investissement à capital fixe » du fait que ces définitions ont été ou doivent être harmonisées dans les lois sur les valeurs mobilières des territoires intéressés;
- clarifier certaines dispositions, notamment :
 - préciser l'information prescrite pour le prospectus qu'il faut fournir dans certains documents d'information continue relatifs à une prise de contrôle inversée, à une acquisition significative ou à une opération de restructuration;

- expliciter l'information à fournir dans la notice annuelle lorsque l'émetteur n'est pas tenu d'envoyer de circulaire de sollicitation de procurations à ses porteurs;
- effectuer d'autres modifications d'ordre rédactionnel et administratif.

Ces modifications au Règlement 51-102 et aux annexes ont été aussi apportées de façon corrélative aux dispositions analogues d'autres règlements des ACVM.

Les modifications à l'Instruction générale 51-102 fourniront des indications sur l'interprétation de ce qui suit :

- les expressions « chef de la direction » et « chef des finances »;
- l'article 14.2 de l'Annexe 51-102A5 concernant l'information prescrite pour le prospectus qu'il faut fournir dans certains documents d'information continue relatifs à une acquisition significative ou à une opération de restructuration.

Contexte

Nous avons publié les modifications pour consultation le 29 mars 2007 avec les projets de modification relatifs à la rémunération de la haute direction. La période de consultation a pris fin le 30 juin 2007.

Nous publierons un avis sur les projets de modification relatifs à la rémunération de la haute direction à une date ultérieure.

Résumé des commentaires écrits reçus par les ACVM

Nous remercions les 15 intervenants qui ont présenté des mémoires pendant la période de consultation. Leur nom est indiqué à l'Annexe B du présent avis, suivi d'un résumé des commentaires et de nos réponses.

Après étude des commentaires, nous avons décidé de ne pas donner suite à certains projets de modification.

Nous avons en outre amendé et ajouté certains projets de modification, mais comme ces changements ne sont pas importants, nous ne republions pas les modifications pour une nouvelle consultation.

Résumé des changements apportés aux projets de modification

On trouvera à l'Annexe A du présent avis le résumé des changements apportés aux projets de modification publiés à l'origine.

Modifications locales

Au Québec, nous avons apporté des modifications à l'Annexe 1, *Information à fournir dans le prospectus*, du Règlement Q-28 sur les exigences générales relatives aux prospectus. Ces modifications sont publiées avec le présent avis.

Partie B : Consultation

Introduction

Les ACVM publient également pour consultation des projets de modification des dispositions du Règlement 51-102 et de l'Instruction générale 51-102 relatives à la sollicitation de procurations et à la circulaire de sollicitation de procurations.

Contexte

En 2001, le législateur a assoupli les dispositions de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (« LCSA ») relatives à la sollicitation de procurations. Des modifications de même nature à la *Loi sur les sociétés par actions* de l'Ontario (« LSAO ») sont entrées en vigueur en 2007. Ces modifications du droit des sociétés prévoient notamment qu'un actionnaire dissident n'est pas tenu d'établir et d'envoyer de circulaire pour solliciter des procurations, lorsque la sollicitation est, dans les circonstances prévues par règlement, « transmise par diffusion publique, discours ou publication ».

Or, bien que ces lois offrent des dispenses visant les types de sollicitation en question, les actionnaires dissidents des émetteurs assujettis auxquels ces lois s'appliquent ne peuvent bénéficier de ces dispenses, car le Règlement 51-102 ne prévoit pas de dispense correspondant de ses dispositions relatives à la sollicitation de procurations et à la circulaire.

Objet et résumé des projets de modification

Les modifications publiées pour consultation visent à :

- ajouter au Règlement 51-102 une nouvelle dispense des obligations relatives à la circulaire de sollicitation de procurations pour certaines sollicitations de procurations communiquées au public dans un message télédiffusé ou radiodiffusé, un discours ou une publication;
- indiquer, dans l'Instruction générale 51-102, ce que constitue une sollicitation publique;
- réviser la dispense actuellement prévue à l'article 9.5 du Règlement 51-102 afin qu'elle s'applique non seulement aux émetteurs assujettis, mais aussi aux personnes qui sollicitent des procurations.

Ces modifications partent du principe selon lequel, si le droit des sociétés évolue vers une augmentation des droits des actionnaires, la législation en valeurs mobilières ne devrait pas faire obstacle à l'exercice de ces droits.

Sollicitations communiquées au public dans un message télédiffusé ou radiodiffusé, un discours ou une publication

Le projet de dispense des obligations relatives à la circulaire de sollicitation de procurations pour certaines sollicitations communiquées au public dans un message télédiffusé ou radiodiffusé, un discours ou une publication correspond globalement à la dispense énoncée au paragraphe 1.2 de l'article 150 de la LCSA, au paragraphe 1.2 de l'article 112 de la LSAO et dans les règlements pris en application de ces lois. Pour avoir droit à la dispense, l'actionnaire dissident doit :

- fournir certains éléments d'information dans la sollicitation;
- déposer ces éléments d'information auprès des autorités en valeurs mobilières avant d'effectuer la sollicitation.

Comme le projet de dispense ne s'appliquera que si la sollicitation est publique, le projet de modification de l'Instruction générale 51-102 indique les moyens de communication qui permettent de considérer une sollicitation comme publique parce qu'ils font en sorte qu'elle soit diffusée d'une manière propre à la communiquer effectivement au marché.

De surcroît, le projet de dispense ne s'appliquera pas à la personne qui propose une acquisition significative ou une opération de restructuration aux termes de laquelle ses titres seront échangés, émis ou placés, à moins qu'elle n'ait déposé certains éléments

d'information auprès des autorités en valeurs mobilières pour diffusion sur le site www.sedar.com.

De même, le projet de dispense ne s'appliquera pas à la personne qui propose un candidat à l'élection des administrateurs de l'émetteur assujéti à moins qu'elle n'ait déposé certains éléments d'information sur le candidat auprès des autorités en valeurs mobilières pour diffusion sur le site www.sedar.com.

Respect de dispositions substantiellement similaires

Actuellement, l'article 9.5 du Règlement 51-102 dispense des dispositions relatives à la sollicitation de procurations et à la circulaire de sollicitation de procurations l'émetteur assujéti qui se conforme aux dispositions substantiellement similaires de la loi en vertu de laquelle il est constitué ou prorogé. Dans sa version révisée, le projet d'article 9.5 étendrait la dispense à toute personne qui sollicite des procurations et qui respecte les dispositions substantiellement similaires de la loi en vertu de laquelle l'émetteur assujéti concerné est constitué ou prorogé.

Autres solutions envisagées

Nous avons envisagé de publier un avis indiquant que nous accepterions d'accorder des dispenses aux actionnaires dissidents des sociétés constituées en vertu de la LCSA et de la LSAO qui voudraient solliciter des procurations par diffusion publique, discours ou publication. Nous estimons toutefois que les actionnaires dissidents ne devraient pas avoir à supporter les frais et à subir les délais associés au dépôt d'une demande de dispense alors que la dispense leur est octroyée en vertu du droit des sociétés.

Coûts et avantages prévus

Les projets de modification permettront aux porteurs de solliciter des procurations par un moyen de communication public, notamment un discours, un message télédiffusé ou radiodiffusé, ou une annonce dans les journaux ou dans Internet. Les porteurs et leurs mandataires pourront ainsi participer davantage à la prise de décisions dans les assemblées annuelles et extraordinaires. Grâce aux projets de modification, les porteurs pourront prendre part à ces activités sans devoir poster à grands frais les documents de sollicitation officiels et la circulaire de sollicitation de procurations à l'ensemble des porteurs.

Les projets de modifications n'imposeront pas de coûts ni d'obligations supplémentaires aux émetteurs assujétis.

Documents non publiés

Pour rédiger le Règlement modifiant le Règlement 51-102 et la modification de l'Instruction générale 51-102, nous n'avons utilisé aucune étude ni aucun document ou rapport important non publié.

Modifications locales

Au Québec, nous proposons d'apporter des modifications corrélatives aux règlements suivants :

- le *Règlement 52-107 sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables* (le « Règlement 52-107 »);
- le Règlement 52-109;
- le *Règlement 71-102 sur les dispenses en matière d'information continue et autres dispenses en faveur des émetteurs étrangers* (le « Règlement 71-102 »).

Ces modifications doivent être soumises à une consultation au Québec.

Veillez présenter vos commentaires sur les projets de modification ci-dessus d'ici le 12 novembre 2007.

Nous proposons également de :

- modifier le paragraphe 8 de l'article 4.11 du Règlement 51-102 afin qu'il s'applique en Alberta et au Manitoba;
- modifier le *Règlement 52-108 sur la surveillance des vérificateurs* (le « Règlement 52-108 ») afin que l'article 2.1 et la partie 3 de ce règlement s'appliquent en Alberta, en Colombie-Britannique et au Manitoba.

Le texte de ces projets de modification est publié avec le présent avis.

La modification du paragraphe 8 de l'article 4.11 du Règlement 51-102 doit faire l'objet d'une consultation publique en Alberta et au Manitoba, mais pas dans les autres territoires. Il en est de même en Alberta, en Colombie-Britannique et au Manitoba à propos des modifications au Règlement 52-108. Toutefois, les autres membres des ACVM projettent d'effectuer la même modification afin que le texte du Règlement 51-102 et du Règlement 52-108 soit identique dans tous les territoires.

Consultation sur la partie B de l'avis

Veillez présenter vos commentaires sur les projets de modification d'ici le 11 janvier 2008 à tous les membres des ACVM.

Veillez n'envoyer vos commentaires qu'aux adresses suivantes, et ils seront distribués aux autres membres des ACVM.

Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, Tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : 514-864-6381
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

John Stevenson
Secretary
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
20 Queen Street West
Suite 1900, Box 55
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Télécopieur : 416-593-2318
Courriel : jstevenson@osc.gov.on.ca

Si vous n'envoyez pas vos commentaires par courriel, veuillez également les fournir sur disquette ou CD-ROM, en format Word.

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation.

Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser aux personnes suivantes :

Rosetta Gagliardi
Conseillère en réglementation
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4462
rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca

Michael Moretto
Manager, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604-899-6767 ou 800-373-6393 (en Colombie-Britannique et en Alberta)
mmoretto@bcsc.bc.ca

Ami Iaria
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604-899-6867 ou 800-373-6393 (en Colombie-Britannique et en Alberta)
aiaria@bcsc.bc.ca

Blaine Young
Associate Director, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403-297-4220
blaine.young@seccom.ab.ca

Charlotte Howdle
Senior Securities Analyst, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403-297-2990
charlotte.howdle@seccom.ab.ca

Ian McIntosh
Deputy Director, Corporate Finance
Saskatchewan Financial Services Commission - Securities Division
306-787-5867
imcintosh@sfsc.gov.sk.ca

Bob Bouchard
Director, Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
204-945-2555
bob.bouchard@gov.mb.ca

Lisa Enright
Assistant Manager, Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416-593-3686
lenright@osc.gov.on.ca

Michael Bennett
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416-593-8079
mbennett@osc.gov.on.ca

Allison McManus
Accountant, Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416-593-2328
amcmanus@osc.gov.on.ca

Bill Slattery
Deputy Director, Corporate Finance and Administration
Nova Scotia Securities Commission
902-424-7355
slattejw@gov.ns.ca

Pierre Thibodeau
Analyste en valeurs mobilières, Services financiers généraux
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
506-643-7751
pierre.thibodeau@nbsc-cvmnb.ca

Le 12 octobre 2007

Annexe A

Résumé des changements aux projets de modification

Règlement 51-102

Partie 1 Définitions

- Nous avons décidé de ne pas exclure de la définition d'« émetteur émergent » les grands émetteurs ne plaçant que des titres d'emprunt. Nous y avons cependant remplacé le nom de OFEX par « marchés PLUS ».
- Nous avons remplacé, dans la définition d'« agence de notation agréée », le nom de Dominion Bond Rating Service Limited par « DBRS Limited ».
- Nous avons supprimé la définition de « fonds d'investissement » et de « fonds d'investissement à capital fixe » du fait que ces définitions ont été ou doivent être harmonisées dans les lois sur les valeurs mobilières des territoires intéressés.

Partie 4 États financiers

- Nous avons modifié la disposition *ii* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 4.10 afin de préciser qu'elle vise les états financiers qui seraient présentés dans le prospectus que l'acquéreur par prise de contrôle inversée pouvait utiliser pour placer des titres dans le territoire avant la prise de contrôle inversée.

Annexe 51-102A2, Notice annuelle

- Nous avons décidé de ne pas réduire de dix à cinq ans la période de déclaration des interdictions d'opérations et ordonnances semblables. Nous avons toutefois conservé la modification publiée pour consultation afin de libérer les actionnaires importants des obligations d'information. De même, nous avons révisé les obligations d'information de manière à les limiter aux administrateurs et aux membres de la haute direction qui étaient administrateurs, chefs de la direction ou chefs des finances d'une société lorsque l'interdiction d'opérations ou l'ordonnance semblable a été prononcée contre cette société ou lorsque l'événement à l'origine de l'ordonnance est survenu à l'égard de cette société. Nous avons en outre clarifié le libellé de certains passages publiés pour consultation.
- Nous avons révisé l'article 18.1 afin de préciser quelle information prévue par l'Annexe 51-102A5, *Circulaire de sollicitation de procurations* l'émetteur doit fournir dans la notice annuelle lorsqu'il n'est pas tenu d'envoyer de circulaire de sollicitation de procurations à ses porteurs.

Annexe 51-102A5, Circulaire de sollicitation de procurations

- Nous avons remanié les obligations de déclaration des interdictions d'opérations et ordonnances semblables afin qu'elles correspondent aux modifications de l'Annexe 51-102A2.
- Nous avons modifié l'article 14.2 afin de préciser qu'il vise les états financiers qui seraient présentés dans le prospectus que l'entité pourrait utiliser immédiatement avant l'envoi et le dépôt de la circulaire de sollicitation de procurations relative à une acquisition significative ou à une opération de restructuration pour placer des titres dans le territoire.

Instruction générale 51-102

- Nous avons ajouté des indications sur l'interprétation des expressions « chef de la direction » et « chef des finances » ainsi que sur l'article 14.2 de l'Annexe 51-102A5.

Modifications corrélatives et connexes**Règlement 52-107, Règlement 52-109, Règlement 52-110 et Règlement 71-102**

- Nous avons supprimé la définition de « fonds d'investissement ».

Règlement 52-110 et Règlement 58-101

- Nous avons apporté à la définition d'« émetteur émergent » des modifications correspondant à celles apportées à cette définition dans le Règlement 51-102.
- Nous avons effectué des modifications rédactionnelles à certaines définitions.

Modifications locales**Règlement Q-28**

- Au Québec, nous avons remanié les obligations de déclaration des interdictions d'opérations et ordonnances semblables prévues à l'Annexe 1 afin qu'elles correspondent aux modifications de l'Annexe 51-102A2.

Annexe B

**Résumé des commentaires
Liste des intervenants**

407 International

Association canadienne des gestionnaires de caisses de retraite

Blake, Cassels & Graydon LLP

British Columbia Investment Management Corporation

Coalition canadienne pour une bonne gouvernance

Credit Union Central of British Columbia

Enbridge Inc.

Enersource Corporation

Institutional Shareholder Services Canada Corp.

Le Groupe Desjardins

Office d'investissement du Régime de pensions du Canada

Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

Shareholders Association for Research and Education (SHARE)

Stikeman Elliott LLP

TransCanada Pipelines Limitée

Résumé des commentaires

Sujet	Résumé des commentaires	Réponse des ACVM
<p>Rapport sur les résultats du vote</p>	<p>Nous avons reçu des commentaires de dix intervenants sur le sujet.</p> <p>Huit intervenants ont approuvé la déclaration du résultat des procurations reçues pour chaque question soumise au vote, même si le vote n'a pas lieu au scrutin secret. Ils étaient d'avis que cela procurerait aux investisseurs une quantité appréciable d'information sur les questions soumises au vote et améliorerait la transparence du résultat.</p> <p>Deux intervenants ont affirmé que le résultat du vote par procuration à main levée n'a pas de valeur en droit et que cette information ne serait pas appropriée. Ils estimaient également que le résultat induirait le lecteur en erreur parce qu'il n'inclurait pas les votes en personne, par exemple.</p> <p>Un intervenant était d'opinion que le vote devrait se tenir au scrutin secret lorsqu'il y a, sur la question, au moins 5 % d'abstentions ou de votes « contre ».</p>	<p>Nous prenons acte du fait que la majorité des intervenants souhaitent aussi que davantage d'information soit fournie sur le résultat du vote. Nous poursuivrons l'étude du sujet.</p>
<p>Définition d'« émetteur émergent »</p>	<p>Nous avons reçu des commentaires de six intervenants sur le sujet. Aucun n'était favorable au projet de modification.</p> <p>Cinq intervenants ont affirmé que les personnes qui investissent dans des titres d'emprunt ont des besoins différents en matière d'information et se fient d'abord à la note de crédit des émetteurs, à leur capacité de remboursement et à leur respect de l'acte de fiducie ou de la convention analogue.</p> <p>Un intervenant a recommandé d'obliger les émetteurs émergents ne plaçant que des titres d'emprunt à déposer au moyen de SEDAR les rapports de notation des obligations établis par les agences de notation indépendantes. Un autre a conseillé de maintenir le traitement des émetteurs ne plaçant que des titres d'emprunt dans son état actuel.</p> <p>Un intervenant a indiqué que le projet d'exclure de la définition d'« émetteur émergent » tous les émetteurs ne plaçant</p>	<p>Compte tenu des commentaires, nous avons décidé de ne pas donner suite au projet de modification visant à exclure de la définition d'« émetteur émergent » tous les émetteurs ne plaçant que des titres d'emprunt et ayant un actif supérieur à 25 millions de dollars.</p>

	que des titres d'emprunt et ayant un actif supérieur à 25 millions de dollars aurait pour effet de classer injustement certaines petites institutions et coopératives de crédit parmi les émetteurs non émergents.	
Déclaration des interdictions d'opérations	<p>Deux intervenants ont présenté des commentaires sur le sujet. Ils s'opposaient tous deux à la modification consistant à réduire de dix à cinq ans la période rétrospective sur laquelle les administrateurs et les membres de la direction d'une société sont tenus de déclarer s'ils se sont vu infliger une interdiction d'opérations. Ils estimaient que cette information ne perd jamais son importance pour les actionnaires.</p> <p>Un intervenant préconisait en la matière une obligation de déclaration à vie.</p>	<p>Nous convenons que la déclaration des interdictions d'opérations fournit de l'information importante aux investisseurs et avons décidé de conserver la période rétrospective à dix ans.</p> <p>Nous considérons qu'une période rétrospective de dix ans est suffisante et ne jugeons pas qu'une obligation de déclaration à vie soit nécessaire.</p>

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 51-102 SUR LES OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 3^o, 8^o, 11^o, 20^o et 34^o; 2006, c. 50)

1. L'article 4.11 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 8, des mots « Sauf en Alberta et au Manitoba, le » par le mot « Le ».

2. L'article 9.2 de ce règlement est modifié par l'addition, après le paragraphe 3, du paragraphe suivant :

« 4) Malgré le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 9.1, toute personne peut solliciter des procurations, sauf si elles sont sollicitées par la direction de l'émetteur assujéti ou pour son compte, sans envoyer de circulaire lorsque la sollicitation réunit les conditions suivantes :

a) elle est communiquée au public dans un message télédiffusé ou radiodiffusé, un discours ou une publication;

b) elle est autorisée par la loi en vertu de laquelle l'émetteur assujéti est constitué ou prorogé et la personne qui l'effectue respecte les dispositions de cette loi qui s'appliquent aux sollicitations;

c) elle contient l'information suivante :

i) le nom et l'adresse de l'émetteur assujéti auquel la circulaire se rapporte;

ii) l'information prévue à la rubrique 2, aux articles 3.2 à 3.4 et aux paragraphes *b* et *d* de la rubrique 5 de l'Annexe 51-102, Circulaire de sollicitation de procurations;

iii) toute information à fournir dans la sollicitation conformément à la loi en vertu de laquelle l'émetteur assujéti est constitué ou prorogé.

5) Avant d'effectuer la sollicitation visée au paragraphe 4, la personne dépose l'information prévue au sous-paragraphe *c* de ce paragraphe et un exemplaire de toute communication écrite s'y rapportant.

6) Le paragraphe 4 ne s'applique pas à la personne qui, au moment de la sollicitation, propose une acquisition significative ou une opération de restructuration visant l'émetteur assujéti et la personne et aux termes de laquelle des titres de cette personne ou d'un membre du même groupe qu'elle doivent être échangés, émis ou placés, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne a déposé une circulaire ou tout autre document contenant l'information prévue à l'article 14.4 de l'Annexe 51-102, Circulaire de sollicitation de procurations;

b) la sollicitation fait renvoi à cette circulaire ou à ce document et indique qu'elle se trouve dans SEDAR.

7) Le paragraphe 4 ne s'applique pas à la personne qui, au moment de la sollicitation, propose un candidat, notamment lui-même, à l'élection des administrateurs de l'émetteur assujéti, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne a déposé une circulaire ou tout autre document contenant l'information à fournir sur le candidat conformément à l'Annexe 51-102, Circulaire de sollicitation de procurations;

b) la sollicitation fait renvoi à cette circulaire ou à ce document et indique qu'elle se trouve dans SEDAR. ».

3. L'article 9.5 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« 9.5. Dispense

Les articles 9.1 à 9.4 ne s'appliquent pas à l'émetteur assujetti ou à la personne qui sollicite des procurations des porteurs inscrits de titres comportant droit de vote d'un émetteur assujetti lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) l'émetteur assujetti ou la personne respecte les dispositions de la loi en vertu de laquelle il est constitué ou prorogé;

b) les dispositions visées au paragraphe *a* sont substantiellement similaires à celles de la présente partie;

c) l'émetteur assujetti ou la personne dépose rapidement un exemplaire de toute circulaire, de tout formulaire de procuration ou de tout autre document contenant de l'information substantiellement similaire qu'il ou elle a envoyé en vue de l'assemblée. ».

4. Le présent règlement entre en vigueur (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU
RÈGLEMENT 51-102 SUR LES OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE**

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c.V-1.1, a. 274; 2006, c. 50)

1. L'Instruction générale relative au *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* est modifiée par l'addition, après l'article 9.2, de l'article suivant :

« 9.3 Sollicitations communiquées au public dans un message télédiffusé ou radiodiffusé, un discours ou une publication

Le paragraphe 4 de l'article 9.2 du règlement prévoit une dispense des obligations relatives à la sollicitation de procurations et à la circulaire dans le cas d'une sollicitation de procurations communiquée au public dans un message télédiffusé ou radiodiffusé, un discours ou une publication. Cette dispense autorise la sollicitation de procurations par un moyen de communication public, notamment un discours, un message télédiffusé ou radiodiffusé, une annonce dans les journaux ou dans Internet (pourvu que la sollicitation contienne certains éléments d'information déposés au moyen de SEDAR). La dispense ne s'applique que si la sollicitation est publique. Les autorités en valeurs mobilières considèrent généralement qu'une sollicitation est publique si elle est diffusée d'une manière propre à la communiquer effectivement au marché. Il s'agit généralement d'une sollicitation faite de l'une des manières suivantes :

- a) dans un discours prononcé sur une tribune publique;
- b) dans un communiqué, une déclaration ou une annonce radiodiffusé, télédiffusé, transmis par un autre moyen de communication accessible au grand public, notamment un moyen électronique ou une conférence téléphonique, ou paru dans un journal, un magazine, un site Web ou toute autre publication accessible au grand public.

Ne serait pas publique la sollicitation faite par téléphone ou par courrier postal ou électronique à un groupe fermé de porteurs de titres d'un émetteur assujetti. ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 52-108 SUR LA SURVEILLANCE
DES VÉRIFICATEURS**

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 9°, 19° et 19.1°; 2006, c.50)

- 1.** L'article 1.2 du Règlement 52-108 sur la surveillance des vérificateurs est modifié par la suppression du paragraphe 2.
- 2.** Le présent règlement entre en vigueur (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 52-107 SUR LES PRINCIPES
COMPTABLES, NORMES DE VÉRIFICATION ET MONNAIES DE
PRÉSENTATION ACCEPTABLES**

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 34°; 2006, c.50)

1. L'article 1.1 du Règlement 52-107 sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables est modifié par la suppression de la définition de « fonds d'investissement ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le 31 décembre 2007.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 52-109 SUR L'ATTESTATION DE
L'INFORMATION PRÉSENTÉE DANS LES DOCUMENTS ANNUELS ET
INTERMÉDIAIRES DES ÉMETTEURS**

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 34°; 2006, c.50)

1. L'article 1.1 du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs est modifié par la suppression de la définition de « fonds d'investissement ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le 31 décembre 2007.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 71-102 SUR LES DISPENSES EN
MATIÈRE D'INFORMATION CONTINUE ET AUTRES DISPENSES EN FAVEUR
DES ÉMETTEURS ÉTRANGERS**

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 34°; 2006, c.50)

1. L'article 1.1 du Règlement 71-102 sur les dispenses en matière d'information continue et autres dispenses en faveur des émetteurs étrangers est modifié par la suppression de la définition de « fonds d'investissement ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le 31 décembre 2007.

Draft Regulation

Securities Act
(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1) and (8), and s. 331.2; 2006, c. 50)

Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, as amended by the *Act to amend the Securities Act and other legislative provisions*, S.Q. 2006, c. 50, the following Regulation, the texts of which are published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- Draft Regulation to amend *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*.

Draft amendments to the Policy Statement to *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* are also published hereunder.

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing, before the 90-day period for this publication expires on **January 11, 2008**, to the following:

M^e Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
Tour de la Bourse
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Fax: (514) 864-6381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Rosetta Gagliardi
Regulatory Adviser
Autorité des marchés financiers
(514) 395-0337, ext. 4462
rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca

October 12, 2007

Draft Regulation

Securities Act
(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, par. (19.1), and s. 331.2; 2006, c. 50)

Concordant Regulation to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, as amended by the *Act to amend the Securities Act and other legislative provisions*, S.Q. 2006, c. 50, the following Regulation, the texts of which are published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- Draft Regulation to amend *Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight*.

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing, before the 90-day period for this publication expires on **January 11, 2008**, to the following:

M^e Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
Tour de la Bourse
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Fax: (514) 864-6381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Rosetta Gagliardi
Regulatory Adviser
Autorité des marchés financiers
(514) 395-0337, ext. 4462
rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca

October 12, 2007

Draft Regulation

Securities Act
(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, par. (34), and s. 331.2; 2006, c. 50)

Concordant Regulations to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, as amended by the *Act to amend the Securities Act and other legislative provisions*, S.Q. 2006, c. 50, the following Regulations, the texts of which are published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 30 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- Draft Regulation to amend *Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles, Auditing Standards and Reporting Currency*
- Draft Regulation to amend *Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings*
- Draft Regulation to amend *Regulation 71-102 respecting Continuous Disclosure and Other Exemptions relating to Foreign Issuers*

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing, before the 30-day period for this publication expires on **November 12, 2007**, to the following:

M^e Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
Tour de la Bourse
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Fax: (514) 864-6381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Rosetta Gagliardi
Regulatory Adviser
Autorité des marchés financiers
(514) 395-0337, ext. 4462
rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca

October 12, 2007

Notice

Regulation to amend *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations, including Form 51-102F2 Annual Information Form, and Form 51-102F5 Information Circular*

**and
Amendments to Policy Statement to *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations***

Regulation to amend *Regulation 52-110 respecting Audit Committees*

Regulation to amend *Regulation 58-101 respecting Disclosure of Corporate Governance Practices*

Regulation to amend *Regulation Q-28 respecting General Prospectus Requirements*

Request for Comment

Draft Regulation to amend *Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles, Auditing Standards and Reporting Currency*

Draft Regulation to amend *Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings*

Draft Regulation to amend *Regulation 71-102 respecting Continuous Disclosure and Other Exemptions Relating to Foreign Issuers*

Draft Regulation to amend *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* and Draft Amendments to Policy Statement respecting *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*

Draft Regulation to amend *Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight*

This notice is in two parts. Part A of this notice sets out amendments that we have made to *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* (Regulation 51-102) and other regulations.

Part B of this notice sets out additional proposed amendments to Regulation 51-102 and other regulations.

Part A: Notice of Adoption

Introduction

We, the Canadian Securities Administrators (CSA), are implementing amendments to:

- Regulation 51-102,
- its related Form 51-102F2 *Annual Information Form* and Form 51-102F5 *Information Circular* (the Forms), and
- its policy statement (Policy Statement 51-102).

We are also implementing consequential and other amendments to:

- *Regulation 52-110 respecting Audit Committees* (Regulation 52-110),

- *Regulation 58-101 respecting Disclosure of Corporate Governance Practices* (Regulation 58-101).

The amendments have been made or are expected to be made by each member of the CSA.

In Ontario, the amendments to Regulation 51-102 and the Forms (together, the Rules), the consequential and other amendments and the local amendments have been made. The amendments to the Rules, the consequential and other amendments, the local amendments and other required materials were delivered to the Minister of Government Services on October 12, 2007. If the Minister does not approve or reject the amendments to the Rules, the consequential and other amendments and the local amendments or return them for further consideration, they will come into force on December 31, 2007.

In Québec, the regulations described above are regulations made under section 331.1 of the Quebec Securities Act and the amendments to the regulations must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance. The amendments to the regulations will come into force on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulations. They must also be published in the Bulletin.

In Alberta, the consequential amendments to *Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings* (Regulation 52-109), Regulation 52-110 and Regulation 58-101 require Ministerial approval. Subject to receipt of Ministerial approval, those consequential amendments will come into force on December 31, 2007. The Alberta Securities Commission will issue a separate notice advising of whether the Minister has approved or rejected the consequential amendments.

Provided all necessary ministerial approvals are obtained, the amendments will come into force on December 31, 2007. The amendments to Policy Statement 51-102 will come into effect at the same time as the amendments to Regulation 51-102.

Substance and Purpose

The amendments to the regulations that we are adopting will:

- reduce the requirement for issuers to disclose cease trade orders and similar orders issued against companies that the directors, executive officers and significant shareholders of the issuer were involved with.
- update some provisions in the regulations, including
 - revising the definition of *venture issuer* to reflect the change of name of OFEX to the PLUS markets.
 - revising the definition of *approved rating organization* to reflect the change of name of Dominion Bond Rating Service Limited to DBRS Limited.
 - repealing the definition of *investment fund* and *non-redeemable investment fund* since each jurisdiction has adopted or is expected to adopt harmonized definitions of investment fund and non-redeemable investment fund in their local securities legislation.
- clarify some provisions in the regulations, including:
 - clarifying the prospectus-level disclosure required in certain continuous disclosure documents for reverse take-overs, significant acquisitions and restructuring transactions.

- clarifying what information an issuer needs to include in an annual information form if that issuer is not required to send an information circular to any of its shareholders.
- making other drafting and “housekeeping” changes.

To the extent that these amendments were made to Regulation 51-102 and the Forms, consequential amendments were also made to other CSA instruments having similar provisions.

The amendments to Policy Statement 51-102 will give guidance on the interpretation of:

- the terms chief executive officer and chief financial officer.
- section 14.2 of Form 51-102F5 regarding the prospectus-level disclosure required in certain continuous disclosure documents for significant acquisitions and restructuring transactions.

Background

We published the amendments for comment on March 29, 2007 together with the proposed amendments relating to executive compensation. The comment period expired on June 30, 2007.

The CSA will be publishing a notice on the proposed executive compensation amendments at a later date.

Summary of Written Comments Received by the CSA

We received submissions from 15 commenters on the proposed amendments. We have considered the comments received and thank all the commenters. The names of the 15 commenters and a summary of the comments on the proposed amendments, together with our responses, are in Appendix B to this notice.

After considering the comments, we have decided not to proceed with certain proposed amendments.

We also made changes to other proposed amendments and decided to make additional amendments. However, as these changes are not material, we are not republishing the amendments for a further comment period.

Summary of Changes to the Proposed Amendments

See Appendix A for a summary of the changes made to the amendments as originally published.

Local amendments

In Québec, we have also made amendments to Schedule 1, *Information Required in a Prospectus*, of Regulation Q-28 respecting *General Prospectus Requirements*. Those amendments are published together with this notice.

Part B: Request for Comment

Introduction

The CSA is also publishing for comment proposed amendments to the proxy solicitation and information circular provisions of Regulation 51-102 and Policy Statement 51-102.

Background

In 2001, amendments to the *Canada Business Corporations Act* (CBCA) relaxed the rules relating to proxy solicitation. Similar amendments to the *Business Corporations Act* (Ontario)(OBCA) came into force in 2007. Among these corporate law reforms, a dissident shareholder may solicit proxies without preparing and sending an information circular to shareholders if the solicitation is, in the prescribed circumstances, conveyed by public broadcast, speech or publication.

However, even though this corporate legislation provides exemptions for these types of solicitations, dissident shareholders of reporting issuers governed by that legislation are unable to take advantage of the exemptions because there is no corresponding exemption from the proxy solicitation and information circular provisions of Regulation 51-102.

Substance and Purpose and Summary of the Proposed Amendments

The amendments we are publishing for comment would:

- add a new exemption from the information circular requirements in Regulation 51-102 for certain proxy solicitations conveyed by public broadcast, speech or publication.
- provide guidance in Policy Statement 51-102 on what constitutes a public solicitation.
- revise the existing exemption in section 9.5 of Regulation 51-102 so that it applies to a person or company that solicits proxies, not just reporting issuers.

The policy rationale for these amendments is that if corporate law has evolved to increase shareholder rights, then securities legislation should not prevent shareholders from exercising these rights.

Solicitations by public broadcast, speech or publication

The proposed exemption from the information circular requirements for certain proxy solicitations conveyed by public broadcast, speech or publication generally corresponds to the exemption in subsection 150(1.2) of the CBCA, subsection 112(1.2) of the OBCA and the regulations under those statutes. In order to have the benefit of the exemption, a dissident shareholder must:

- include certain information in the solicitation, and
- file the information with securities regulators before soliciting proxies.

Since the proposed exemption will only apply if the solicitation is public, the proposed amendment to Policy Statement 51-102 gives guidance on how a solicitation will be considered to be public if it is disseminated in a manner calculated to effectively reach the marketplace.

Furthermore, the proposed exemption will not apply to a person or company that is proposing a significant acquisition or restructuring transaction under which securities of the person or company are to be changed, exchanged, issued or distributed unless the person or company has filed certain information with securities regulators for posting on www.sedar.com.

Similarly, the proposed exemption will not apply to a person or company that is proposing a nominee for election as a director of the reporting issuer unless the person or

company has filed certain information about the proposed nominee with securities regulators for posting on www.sedar.com.

Compliance with substantially similar requirements

Section 9.5 of Regulation 51-102 currently exempts any reporting issuer from the proxy solicitation and information circular provisions of Regulation 51-102 where it is complying with substantially similar requirements under the laws of the jurisdiction under which it is incorporated, organized or continued. The proposed revised version of section 9.5 would extend the exemption to a person or company that solicits proxies and complies with substantially similar requirements of the laws under which the relevant reporting issuer is incorporated, organized or continued.

Alternatives considered

Instead of proposing the amendments, we considered issuing a notice indicating that we would be willing to grant relief to dissident shareholders of CBCA and OBCA corporations that wanted to solicit proxies by public broadcast, speech or publication. However, we believe that dissident shareholders should not have to incur the costs and time delays of filing an application for exemptive relief in order to have the benefit of an exemption that is available to them under corporate law.

Anticipated costs and benefits

The proposed amendments will permit securityholders to solicit proxies by public means, including a speech or broadcast, through a newspaper advertisement, or over the Internet. This will allow securityholders and their representatives a greater level of participation in decision-making at annual and special meetings of securityholders. The proposed amendments will allow securityholders to engage in these activities without incurring substantial financial costs by having to mail formal proxy requests and information circulars to all securityholders.

The proposed amendments will not impose any additional obligations or costs on reporting issuers.

Unpublished materials

In proposing these amendments to Regulation 51-102 and Policy Statement 51-102, we have not relied on any significant unpublished study, report or other written materials.

Local amendments

In Québec, we are proposing consequential amendments to:

- *Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles, Auditing Standards and Reporting Currency* (Regulation 52-107),
- Regulation 52-109,
- *Regulation 71-102 respecting Continuous Disclosure and Other Exemptions Relating to Foreign Issuers* (Regulation 71-102).

These amendments are required to be published for comment in Québec.

We request your comments on the proposed amendments outlined above. Please provide your comments by November 12, 2007.

We also propose to:

- amend subsection 4.11(8) of Regulation 51-102 so that it will apply in Alberta and Manitoba.
- amend *Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight* (Regulation 52-108) so that section 2.1 and Part 3 of that regulation will apply in Alberta, British Columbia and Manitoba.

The text of these amendments is published together with this notice.

The amendments to subsection 4.11(8) of Regulation 51-102 are required to be published for comment in Alberta and Manitoba, but not in the other jurisdictions. Similarly, the amendments to Regulation 52-108 are required to be published for comment in Alberta, British Columbia and Manitoba, but not in the other jurisdictions. However, the other members of the CSA intend to make the same amendments so that the text of Regulation 51-102 and Regulation 52-108 will be the same in each jurisdiction.

Comments on Part B of the Notice

We request your comments on the proposed amendments outlined above. Please provide your comments by January 11, 2008. Please address your submissions to all of the CSA member commissions.

Please deliver your comments to the addresses below. Your comments will be distributed to the other participating CSA members.

Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, Tour de la Bourse
Montréal, Québec H4Z 1G3
Fax: 514-864-6381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

John Stevenson, Secretary
Ontario Securities Commission
20 Queen Street West
Suite 1900, Box 55
Toronto, Ontario M5H 3S8
Fax: 416-593-2318
E-mail: jstevenson@osc.gov.on.ca

If you do not submit your comments by e-mail, a diskette or CD-ROM containing the submissions in Word should also be provided.

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires that a summary of the written comments received during the comment period be published.

Questions

Please refer your questions to any of:

Rosetta Gagliardi
Conseillère en réglementation
Autorité des marchés financiers
514-395-0337 ext. 4462
rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca

Michael Moretto
Manager, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604-899-6767 or (800) 373-6393 (if calling from B.C. or Alberta)
mmoretto@bcsc.bc.ca

Ami Iaria
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604-899-6867 or (800) 373-6393 (if calling from B.C. or Alberta)
aiaria@bcsc.bc.ca

Blaine Young
Associate Director, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403-297-4220
blaine.young@seccom.ab.ca

Charlotte Howdle
Senior Securities Analyst, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403-297-2990
charlotte.howdle@seccom.ab.ca

Ian McIntosh
Deputy Director, Corporate Finance
Saskatchewan Financial Services Commission - Securities Division
306-787-5867
imcintosh@spsc.gov.sk.ca

Bob Bouchard
Director, Corporate Finance
Manitoba Securities Commission
204-945-2555
bob.bouchard@gov.mb.ca

Lisa Enright
Assistant Manager, Corporate Finance
Ontario Securities Commission
416-593-3686
lenright@osc.gov.on.ca

Michael Bennett
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Ontario Securities Commission
416-593-8079
mbennett@osc.gov.on.ca

Allison McManus
Accountant, Corporate Finance
Ontario Securities Commission
416-593-2328
amcmanus@osc.gov.on.ca

Bill Slattery
Deputy Director, Corporate Finance and Administration
Nova Scotia Securities Commission
902-424-7355
slattejw@gov.ns.ca

Pierre Thibodeau
Securities Analyst, Corporate Finance
New Brunswick Securities Commission
506-643-7751
pierre.thibodeau@nbsc-cvmnb.ca

October 12, 2007

Appendix A

Summary of Changes to Published Amendments

Regulation 51-102

Part 1 Definitions

- We decided not to amend the definition of *venture issuer* to remove large debt-only issuers from the definition. However, we revised the definition of venture issuer to reflect the change of name of OFEX to the PLUS markets.
- We revised the definition of *approved rating organization* to reflect the change of name of Dominion Bond Rating Service Limited to DBRS Limited.
- We repealed the definition of *investment fund* and *non-redeemable investment fund* since each jurisdiction has adopted or is expected to adopt harmonized definitions of investment fund and non-redeemable investment fund in their local securities legislation.

Part 4 Financial Statements

- We amended subclause 4.10(2)(a)(ii) to clarify the reference to the financial statements required by the applicable form of prospectus that a reverse takeover acquirer was eligible to use prior to the reverse takeover for a distribution of securities in the jurisdiction.

Form 51-102F2 Annual Information Form

- We decided not to reduce the disclosure period for cease trade and similar orders from 10 years to 5 years. However, we proceeded with the change published for comment to eliminate the disclosure requirements for significant shareholders. Similarly, we also revised the requirements to require the disclosure only for directors and executive officers who were directors, chief executive officers or chief financial officers of any company when a cease trade order or similar order was actually issued, or when the event occurred that led to the order being issued, in respect of any company. We also clarified some of the wording from that published for comment.
- We revised item 18.1 to clarify what information from Form 51-102F5 *Information Circular* an issuer needs to include in an annual information form if that issuer is not required to send an information circular to any of its securityholders.

Form 51-102F5 Information Circular

- We revised the requirements to disclose cease trade and similar orders in a manner that corresponds to the changes made to Form 51-102F2.
- We revised section 14.2 to clarify the reference to the disclosure required by the applicable form of prospectus that an entity would be eligible to use immediately prior to the sending and filing of an information circular in respect of a significant acquisition or a restructuring transaction, for a distribution of securities in the jurisdiction.

Policy Statement 51-102

- We revised the policy statement to give guidance on the interpretation of the terms chief executive officer and chief financial officer, as well as section 14.2 of Form 51-102F5.

Consequential and Other Amendments

Regulation 52-107, Regulation 52-109, Regulation 52-110 and Regulation 71-102

- We repealed the definition of investment fund.

Regulation 52-110 and Regulation 58-101

- We revised the definition of venture issuer in a manner that corresponds to the changes made to the definition of venture issuer in Regulation 51-102.
- We have made certain drafting changes to various definitions.

Local Amendments

Regulation Q-28

- In Québec, we revised the requirements to disclose cease trade and similar orders in a manner that corresponds to the changes made to Form 51-102F2.

Appendix B

**Summary of Comments
List of Commenters**

407 International

Blake, Cassels & Graydon LLP

British Columbia Investment Management Corporation

Canada Pension Plan Investment Board

Canadian Coalition for Good Governance

Credit Union Central of British Columbia

Desjardins Group

Enbridge Inc.

Enersource Corporation

Institutional Shareholder Services Canada Corp.

Ontario Teachers' Pension Plan

Pension Investment Association of Canada

Shareholders Association for Research and Education (SHARE)

Stikeman Elliott LLP

TransCanada Pipelines Limited

Summary of Comments

Issue	Summary of Comments	CSA Response
Report of voting results	<p>We received responses from 10 commenters on this issue.</p> <p>Eight commenters support disclosure of the results of proxies received for each matter voted upon, even if the vote is not conducted by ballot. These commenters indicated that disclosing the results of proxies will provide investors with a significant amount of information about the items voted on and will improve the transparency of voting results.</p> <p>Two commenters stated that the results of proxies voted on non-ballot initiatives have no legal force, and this disclosure would be inappropriate. The commenters also stated that it would be misleading as it would not cover shares voted in person, for example.</p> <p>One commenter believes that a ballot should be held on all matters where 5% or more of the shares voted are “withheld” or voted “against” on the matter.</p>	<p>We acknowledge that the majority of commenters support enhanced disclosure for the report of voting results. We will be studying the issue further.</p>
Definition of Venture Issuer	<p>We received responses from 6 commenters on this proposal. None of the commenters supported the proposed change.</p> <p>Five commenters stated that investors in debt securities have different information needs and primarily rely on the issuers credit ratings, capacity to repay and compliance with the deed of trust or similar agreement.</p> <p>One commenter recommended that debt-only venture issuers be required to file bond rating reports prepared by independent third-party bond rating agencies on SEDAR. Another recommended that we continue to treat debt-only issuers as at present.</p> <p>One commenter indicated that the proposed change to exclude all debt-only issuers with assets over \$25 million from the definition of venture issuer would result in unfairly categorizing some small financial institutions and co-operatives as non-venture issuers.</p>	<p>As a result of the comments, we decided not to proceed with the proposed amendment to exclude all debt-only issuers with assets over \$25 million from the definition of venture issuer.</p>

Disclosure of Cease Trade Orders	<p>We received responses from two commenters on this proposal. Both of these commenters were opposed to the amendment that would reduce from 10 years to 5 years the look-back period under which directors and executive officers of a company must disclose whether they were subject to a cease trade order. Both commenters stated that this information never becomes unimportant to shareholders.</p> <p>One commenter stated that they support a lifetime requirement for this disclosure.</p>	<p>We agree that the disclosure of cease trade orders provides important information to investors and decided to maintain the look-back period at 10 years.</p> <p>We think that a 10 year look-back provides a sufficient period and do not agree that a lifetime disclosure obligation is necessary.</p>

REGULATION TO AMEND REGULATION 51-102 RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE OBLIGATIONS

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (3), (8), (11), (20) and (34); 2006, c. 50)

1. Section 4.11 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations is amended, in paragraph (8), by replacing the words “Except in Alberta and Manitoba, if” with the word “If”.

2. Section 9.2 of the Regulation is amended by adding, after paragraph (3), the following paragraph:

“(4) Despite paragraph 9.1(2)(b), a person or company may solicit proxies, other than by or on behalf of management of the reporting issuer, without sending an information circular, if the solicitation

(a) is conveyed by public broadcast, speech or publication;

(b) is permitted by the laws under which the reporting issuer is incorporated, organized or continued and the person or company making the solicitation complies with the requirements, if any, of those laws relating to the solicitation; and

(c) contains the following information:

(i) the name and address of the reporting issuer to which the solicitation relates;

(ii) the information required under item 2, sections 3.2, 3.3 and 3.4 and paragraphs (b) and (d) of item 5 of Form 51-102F5 Information Circular; and

(iii) any information required in respect of the solicitation by the laws under which the reporting issuer is incorporated, organized or continued.

(5) A person or company making a solicitation referred to in subsection (4) must file the information required by paragraph 4(c) and a copy of any related written communication before soliciting proxies.

(6) Subsection (4) does not apply to a person or company that is proposing, at the time of the solicitation, a significant acquisition or restructuring transaction involving the reporting issuer and the person or company, under which securities of the person or company, or securities of an affiliate of the person or company, are to be changed, exchanged, issued or distributed unless

(a) the person or company has filed an information circular or other document containing the information required by section 14.4 of Form 51-102F5 Information Circular; and

(b) the solicitation refers to that information circular or other document and discloses that it is on SEDAR.

(7) Subsection (4) does not apply to a person or company that is proposing, at the time of the solicitation, a nominee, including himself or herself, for election as a director of the reporting issuer unless

(a) the person or company has filed an information circular or other document containing the information required by Form 51-102F5 Information Circular in respect of the proposed nominee; and

(b) the solicitation refers to that information circular or other document and discloses that it is on SEDAR.”

3. Section 9.5 of the Regulation is replaced with the following section:

“9.5 Exemption

Sections 9.1 to 9.4 do not apply to a reporting issuer, or a person or company that solicits proxies from registered holders of voting securities of a reporting issuer, if

(a) the reporting issuer, person or company complies with the requirements of the laws under which the reporting issuer is incorporated, organized or continued;

(b) the requirements referred to in subsection (a) are substantially similar to the requirements of this Part; and

(c) the reporting issuer, person or company promptly files a copy of any information circular and form of proxy, or other documents that contain substantially similar information, sent by the reporting issuer, person or company in connection with the meeting.”

4. This Regulation comes into force on *(insert the date of the coming into force of this Regulation)*.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 51-102
RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE OBLIGATIONS**

Securities Act
R.S.Q., c. V-1.1, s. 274; 2006, c. 50)

1. Policy Statement to *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* is amended by adding, after section 9.2, the following section:

“9.3 Solicitations Conveyed by Public Broadcast, Speech or Publication

Subsection 9.2(4) of the Regulation provides an exemption from the proxy solicitation and information circular requirements for certain proxy solicitations conveyed by public broadcast, speech or publication. The exemption permits securityholders to solicit proxies by public means, including a speech or broadcast, through a newspaper advertisement or over the Internet (provided that the solicitation contains certain information and that information is filed on SEDAR). The exemption will only apply if the solicitation is a public one. Securities regulatory authorities generally consider a solicitation to be public if it is disseminated in a manner calculated to effectively reach the marketplace. A public solicitation would generally include a solicitation that is made by:

- (a) a speech in a public forum; or
- (b) a press release, a statement or an advertisement provided through a broadcast medium or by a telephone conference call or electronic or other communication facility generally available to the public, or appearing in a newspaper, a magazine, a website or other publication generally available to the public.

A public solicitation would not include a solicitation made by phone, mail or email to only a select group of securityholders of a reporting issuer.”.

REGULATION TO AMEND REGULATION 52-108 RESPECTING AUDITOR OVERSIGHT

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (9), (19) and (19.1); 2006, c.50)

1. Section 1.2 of Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight is amended by deleting paragraph (2).
2. This Regulation comes into force on *(insert the date of the coming into force of this Regulation)*.

REGULATION TO AMEND REGULATION 52-107 RESPECTING ACCEPTABLE ACCOUNTING PRINCIPLES, AUDITING STANDARDS AND REPORTING CURRENCY

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (34); 2006, c.50)

1. Section 1.1 of Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles, Auditing Standards and Reporting Currency is amended by deleting the definition of “investment fund”.
2. This Regulation comes into force on December 31, 2007.

REGULATION TO AMEND REGULATION 52-109 RESPECTING CERTIFICATION OF DISCLOSURE IN ISSUERS' ANNUAL AND INTERIM FILINGS

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (34); 2006, c.50)

1. Section 1.1 of Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings is amended by deleting the definition of "investment fund".
2. This Regulation comes into force on December 31, 2007.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 71-102 RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE
AND OTHER EXEMPTIONS RELATING TO FOREIGN ISSUERS**

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (34); 2006, c.50)

1. Section 1.1 of Regulation 71-102 respecting Continuous Disclosure and Other Exemptions Relating to Foreign Issuers is amended by deleting the definition of “investment fund”.
2. This Regulation comes into force on December 31, 2007.